

chômage massif en France, comme celui auquel nous avons à faire en Italie.

De plus, la production à elle seule n'est pas le seul aspect; il y a l'aspect des finances intérieures et du commerce extérieur. Pour ma part, je veux déclarer ma conviction que la France est déjà lancée sur la voie de la banqueroute fiscale. Le budget, cette année, d'après les derniers chiffres, montre un déficit de quelque 400 milliards de francs. Le dernier soi-disant « collectif » de budget supplémentaire, à lui seul, est de 67 milliards de francs. Sur la question de l'inflation monétaire, Jérôme vous en a déjà donné une idée. Je vais vous donner quelques chiffres supplémentaires à ce sujet. La circulation monétaire est actuellement de 681 milliards de francs par rapport à 142 en 1939. Le camarade Gabriel a déjà souligné qu'actuellement on émet environ 12 milliards de billets par semaine. S'ajoutant à cela, il y a la rubrique des soi-disant « Avances provisionnelles à l'Etat » par la Banque de France, qui s'élèvent à un taux de 4 à 7 milliards de francs par semaine, et qui ont exactement le même effet que l'émission de nouveaux billets. L'Etat français n'est même plus capable de payer ses dettes comptant à ceux qui lui vendent quelque chose. Il a été réduit à l'expédient de donner des traites payables en un an, qui, dans la mesure où les fournisseurs de l'Etat français ont besoin de liquide, sont escomptées sur le marché et s'ajoutent à la masse de monnaie-papier.

Il n'y a aucun signe, camarades, d'un quelconque renversement de cette tendance, et il en sera ainsi aussi longtemps que la production française est dans cette situation relativement stagnante.

La France, en dépit des besoins désespérés des masses, est en train de tenter de concentrer tout sur les exportations, mais le déficit du commerce extérieur est d'environ 20 milliards de francs par mois. Maintenant quel est, pour ainsi dire, le bilan de la France? Je regrette de ne pas avoir eu le temps de me procurer les chiffres actuels. Les chiffres que j'ai en main sont de mars. A cette période, le stock-or de la Banque de France était de 1.089 millions; le stock d'or au Fond de Stabilisation de 45 8 millions; le stock d'or dans les banques d'outre-mer de 11 millions de dollars — un total stock-or français d'environ 1 milliard et demi de dollars. En plus, il y a 259 millions de dollars au change; le gouvernement français a pris des mesures pour saisir 947 millions de dollars dans des investissements français à l'étranger; au total, 2 milliards 764 millions de dollars. En contre-partie de cela, les importations françaises nécessitent, d'après le plan pour l'année entre mi-1946 et mi-1947, 2 milliards et demi de dollars, une somme pratiquement identique. En un mot, il semblait à ce moment-là qu'une année suffirait à balayer le total du stock-or et des valeurs en France. Depuis cette époque, la France a reçu une petite aide. Elle a reçu un demi-milliard de l'Export-Import Bank des Etats-Unis, et le ministre français des Finances souhaite maintenant obtenir en moins de quatre ou cinq mois un autre demi-milliard de la nouvelle International Reconstruction Bank. Mais on peut voir, d'après ces chiffres, que cela ne fera que reculer légèrement l'échéance... Une dernière chose à propos du commerce extérieur : avec le processus d'inflation en France même et la nécessité qui en découle d'augmenter les prix, la France est de moins en moins capable de concurrencer sur le marché mondial, et au moment des récentes signatures des accords franco-britanniques (qui reflètent le renouveau de la politique de Bloc Occidental de l'impérialisme britannique), les journaux économiques et financiers importants se plaignaient que les prix à la production en France étaient tels qu'il était inutile de signer des accords sur le commerce extérieur, même les plus avantageux, s'il n'y avait pas des subventions ou une nouvelle dévaluation du franc (qui, entre parenthèses, semble de plus en plus probable pour les mois qui viennent). Sans cela, il est impossible d'augmenter, ou même de maintenir leurs positions sur le commerce extérieur.

Telle est la « réalité » demandée par le camarade Conrad; telle est la situation en France, qui est l'un des pays importants les mieux placés d'Europe Occidentale.

Je regrette, camarades, il n'y a pas là de « boom » ou pas même de « réhabilitation » ou de « consolidation » ou de « stabilisation ». Je cite les termes variés qui ont été utilisés par les camarades opposants. J'ai peur que les camarades qui s'opposent aux formulations de notre document d'avril, n'ouvrirent qu'un œil en voyant une reprise, et ne reconnurent pas, ni sa base branlante, ni ses limites visibles.

Tel est le tableau deux ans après la « libération » avec, en plus, les immenses besoins des masses créés par les années de privation durant la guerre. Je pense qu'appeler cela un boom est du même genre que dire qu'un homme éclate de santé sous prétexte qu'ayant eu auparavant les bras et les jambes cassées, il peut se servir maintenant d'un bras et d'une jambe. J'affirme qu'il s'agit là d'un tableau d'une reprise « lente et saccadée » dont les limites sont visibles et avec aucun espoir d'en sortir. Ainsi, dis-je, camarades, qu'au sens large, c'est le tableau d'une économie « à un niveau proche de la stagnation et du marasme »,

comme le faisait le document; je crois, en un mot, que cela démontre la justesse du document de la pré-conférence.

A présent, pour en finir, quelques mots sur certaines des objections opposées à la forme du document présenté par le camarade Jérôme pour le S. I. Le résumé du rapport dit à quoi il tend :

« Le but de cette partie de notre rapport est de tracer un bilan, de juger à la lumière des faits, etc. »

Le document ne prétend pas être autre chose ni tendre à autre chose. Il ne se propose pas d'être une nouvelle résolution politique. Il ne prétend, ni être autre chose, ni être plus qu'il n'est. C'est une revue des événements depuis la pré-conférence, pour voir s'ils confirment, en général, l'analyse et les conclusions de la résolution politique de la pré-conférence, ou si nous devons les modifier sérieusement. Etant donné que certains points concrets de ce document ont particulièrement été mis en question par des camarades de diverses sections, mais particulièrement par des camarades des majorités française et anglaise, il n'est que tout naturel que nous ayons porté une attention particulière à ces points dans notre ré-examen. Cela ne fait certainement pas un document « polémique ». Je ne vois rien d'impropre dans ce document ou la moindre base pour le rejeter. En tant que bilan, ce qu'il est et prétend être, je considère qu'il est bon, et je propose qu'il soit adopté.

FRANK

Je voudrais commencer par le dernier point, c'est-à-dire l'objet de ce rapport. Nous nous trouvons six mois après la conférence d'avril et à environ la même période d'une nouvelle conférence éventuelle. Nous avons décidé, au dernier Comité Exécutif de baser la discussion sur la résolution adoptée à la conférence d'avril, et il nous semblait normal de vérifier s'il y avait lieu d'ajouter, de corriger ou de rejeter ce document. Nous ne sommes pas du tout de ceux qui répètent continuellement les mêmes formules, mais nous jugeons nécessaire d'examiner si, dans le développement de la situation, il y a effectivement des changements et toute une série d'événements qui nécessitent de refaire une fois de plus le point. C'est dans ce sens que nous avions demandé au S. I., au camarade Jérôme, de préparer ce document.

Je crois que les camarades anglais ont tout à fait tort de voir là-dedans une polémique contre eux. Je crois, au contraire, que, sur bien des points, il y a possibilité d'une entente entre eux et nous, et précisément contre les positions développées par la nouvelle majorité du parti français, que le camarade Geoffroy a développées en partie hier.

Dans le cours de la discussion du Congrès du Parti français, un des articles qui a été le plus mis en lumière, est l'article du camarade Craipeau dans lequel il apportait l'analyse suivante de la situation : « La crise révolutionnaire, ouverte par la guerre, est virtuellement terminée; pour le moment, nous entrons dans une période relativement longue de stabilisation capitaliste. » C'est peut-être seulement un article du Bulletin Intérieur avant une discussion? Toutefois, la semaine dernière, au B. P., le camarade Geoffroy nous a soumis un projet de programme d'action. Le camarade Geoffroy, signalant que maintenant la France a une Constitution, veut montrer quel est le caractère de cette constitution définitive, et dit, pour caractériser la situation en une phrase : « La bourgeoisie est à nouveau solidement en selle. » Je ne continue pas sur les autres points, ce sont des problèmes de tactique du parti français; quoique je ne crois pas que, même si nous pensions que la crise révolutionnaire est terminée et que nous entrons dans une nouvelle période, nous devions employer de telles formulations opportunistes. Mais je ne crois pas que, même les divergences que nous avons avec les camarades anglais sont telles qu'elles leur permettent de faire un bloc avec des camarades qui nous disent que « nous entrons dans une période relativement longue de stabilisation capitaliste ».

Différents camarades sont intervenus sur l'analyse économique et ont confirmé l'analyse déjà donnée dans le rapport. Je veux revenir sur quelques points :

Une critique a été faite à Jérôme, c'est qu'il a, dans son analyse, groupé un certain nombre de pays; je pense que s'il avait groupé la France et l'Uruguay, on aurait pu objecter, mais le fait d'avoir fait une unité de l'économie européenne me semble absolument nécessaire. Je me suis aperçu qu'il manque quelque chose dans ce rapport, ce sont les efforts faits par une partie du capitalisme anglais, sous la pression des circonstances, pour essayer d'unifier cette économie européenne (interventions de Smuts et Churchill).

En ce qui concerne la ranimation de l'économie, le camarade a montré que la ranimation de l'économie n'est pas seulement la reprise de la production, mais aussi une série d'autres problèmes, entre autres le problème des échanges, et je crois que l'affirmation du camarade Geoffroy, disant que le marché est déjà reconstruit, est une plaisanterie. Je ne parle pas de la question du système monétaire. Le camarade Paul a montré que, précisément, s'il y a un domaine de la production où

il y a un « boom », c'est la production du papier-monnaie. Quant aux questions d'investissements, l'économie européenne se trouve actuellement extrêmement en retard.

Le camarade Haston, qui a pris l'exemple de la houille en France après l'autre guerre, a pris là un exemple dangereux. La plus grande partie des mines françaises avaient été occupées pendant la guerre; ces mines avaient été détruites, et précisément, le problème du charbon était si grave pour la France que les dispositions du Traité de Versailles assuraient à la France la livraison d'une grande quantité de charbon pour compenser ces destructions.

On a mentionné, ici, le III^e Congrès. Effectivement, Trotsky y a examiné les différents éléments de l'économie capitaliste. Nous avons déjà vu la division mondiale du travail, l'équilibre des moyens de production et de consommation. Il n'y a pas actuellement, en France, de progrès dans la construction des machines-outils, etc. Mais un point n'a pas été mentionné sur lequel il y a une crise. C'est la question de l'agriculture, qui est loin de connaître une reprise un tant soit peu sérieuse.

Au III^e Congrès, un des éléments de l'équilibre capitaliste était la question de l'équilibre politique. Le III^e Congrès a bien parlé d'un arrêt de l'offensive ouvrière, mais il n'a pas été question de la fin de la crise révolutionnaire d'après guerre; cela ne s'est vu qu'en 1923 après une nouvelle grande défaite en Allemagne. S'il y avait à présent une reprise encore faible économiquement, mais si politiquement on voyait un écrasement de la classe ouvrière, alors on pourrait se dire : il y a une possibilité pour que la bourgeoisie se prépare effectivement pour une étape ultérieure, pour croire qu'elle va se trouver dans une période de crise où elle pourra effectivement substituer à la situation actuelle un gouvernement autoritaire.

Le point condamné par le camarade Geoffroy est que le rapport du camarade Jérôme ne nous apporte pas le moyen de construire des partis de masses. Le camarade Geoffroy a déformé notre position en disant que nous avons introduit une nouvelle théorie selon laquelle nous aurions dit : comment voulez-vous construire des partis révolutionnaires si la bourgeoisie peut souffler? Il nous a reproché de négliger de nos volontés révolutionnaires l'estimation de la situation. Je crois que le camarade Geoffroy déforme nos arguments et pose le problème de travers. Nous n'avons pas dit qu'on ne pouvait pas construire le parti. Nous avons commencé à le construire dans une période où le mouvement ouvrier stagnait et reculait, mais ce que nous avons contesté, c'est la « logique » de l'argumentation des camarades de la nouvelle majorité. Nous leur avons dit : si la situation est stabilisée, si la bourgeoisie a consolidé sa position, si la crise révolutionnaire est terminée, alors comment pourra se construire, dans la période à venir, un parti révolutionnaire de masses? Comment pourrions-nous nous développer en parti de masses? La position des camarades anglais, qui disent : il n'y aura pas de luttes politiques importantes dans les prochaines années en Angleterre, est du moins plus conséquente; ils concluent de cela : nous maintiendrons nos positions, mais il ne peut y avoir un bond du parti. Mais les camarades de la nouvelle majorité française nous disent, d'une part : il y a une situation stable, et, d'autre part : on doit faire un parti révolutionnaire de masses.. C'est une absurdité. C'est parce que nous sommes dans une période de crises, d'explosions, et qu'il n'y a pas de stabilisation, que nous pourrions développer le parti par toute une série d'étapes liées au développement objectif de la situation. La politique de nos camarades est en contradiction avec leur analyse. Nous pensons que si leurs perspectives de stabilisation sont justes, on ne peut dire au parti français que nous allons devenir un mouvement de masses; il faudrait dire : nous pourrions, par un travail patient, gagner encore des groupes et gagner des centaines de camarades, mais nous ne pouvons prétendre à créer une nouvelle direction du mouvement ouvrier et nous pouvons seulement la préparer pour une période ultérieure.

Il faut examiner la situation et voir s'il y a une stabilisation. Les camarades l'ont fait sur le plan économique. Je voudrais chercher des éléments de réponse sur le plan politique.

Au lendemain de la première guerre mondiale, en France et dans presque tous les pays d'Europe occidentale, on a retrouvé les mêmes partis bourgeois. Si l'on examine les partis bourgeois après la deuxième guerre mondiale, nous nous apercevons que, dans toute l'Europe, tous les anciens partis bourgeois se sont effondrés; le parti radical a disparu et a cédé la place au M.R.P. qui, par rapport aux radicaux, est relativement à gauche. Même en Angleterre, le Parti Tory a montré qu'il passait par une très grande crise et ne répondait plus aux nécessités de l'impérialisme anglais. Je ne parle pas de l'Amérique où, à l'heure actuelle, s'opère un grand regroupement politique où se pose le problème des partis ouvriers de masses. Cela, à mon avis, montre que l'ampleur de la crise révolutionnaire qui suit cette guerre est bien plus grande que celle qui a suivi la première guerre mondiale. Or, celle-ci a demandé six ans et de lourdes défaites avant d'être épuisée. Il n'y a pas eu jusqu'à présent

de si grandes batailles pour entraîner un épuisement de l'énergie révolutionnaire des masses.

Mais, avec l'analyse de Geoffroy, il faut aller plus loin. Si nous sommes dans une période de stabilisation, nous devons nous dire : les M. R. P. sont des partis stables; ils représentent une superstructure stable d'un Etat stable, ou alors, il faut nous dire quel autre parti bourgeois constitue le centre politique de la bourgeoisie stabilisée. Je ne crois pas qu'on puisse parler à présent d'un quelconque parti bourgeois autour duquel la bourgeoisie va asseoir sa domination politique. Ni le M. R. P., ni le P. R. L., ni les anciens radicaux ne peuvent prétendre à ce rôle. Et cela est vrai à l'échelle de toute l'Europe occidentale.

Je dois dire aux camarades anglais qu'en reprenant leur résolution sur le referendum français, les camarades de la majorité française ont coupé un certain nombre de paragraphes dont l'analyse ne collait pas avec la leur. Pour conclure sur cette partie, nous voulons retenir que le développement de la situation a montré qu'il n'y a en France ni perspectives de stabilisation économique, ni perspectives de stabilisation politique, que nous allons vers une crise du tripartisme et que l'analyse politique se joint à l'analyse économique pour confirmer la résolution adoptée en avril.

Un des points sur lesquels nous ne pourrions longuement discuter, c'est l'examen de la nouvelle vague de luttes qui se sont engagées un peu partout, et notamment dans plusieurs pays d'Europe dans la dernière période. Cela a un intérêt, en liaison avec l'analyse de Geoffroy. D'après lui, il y a une période de consolidation et les nouvelles luttes ne découlent pas du caractère révolutionnaire de la situation, mais de la reprise économique. Cela entraîne pour nous, au point de vue conclusions et mots d'ordre, des différences considérables. Si nous pensons que ce sont des luttes dans une période de stabilisation relative, il y a une série de mots d'ordre du programme transitoire qui ne se posent pas (mot d'ordre gouvernemental, contrôle ouvrier, par exemple). Notre analyse est que nous ne sommes pas du tout dans une période de stabilisation. Les luttes ont un point de départ économique, c'est exact, mais quels que soient les pays, très rapidement les luttes les plus petites ouvrent des problèmes politiques importants. La bourgeoisie, dans la plupart des cas, n'a pas opposé à ces luttes une résistance de front; elle n'est jamais passée, jusqu'à présent, à une bataille décisive; elle n'a jamais forcé la classe ouvrière à mener une lutte à fond. Si la bourgeoisie agit ainsi, c'est qu'elle a peur de pousser ces luttes vers une grande crise révolutionnaire.

Dans l'analyse qui a été donnée en France, on a expliqué que la classe ouvrière reculait, a reculé, etc., et à force de reculer, on se retrouvera dans la situation de 1933 en Allemagne... Je crois que c'est le contraire de la réalité; je pense qu'en dépit des ruses de la bourgeoisie, il n'y a pas eu de batailles décisives et que nous allons au devant de telles batailles. Mais, précisément à ce sujet, nous devons expliquer à nos militants qu'il n'y a pas non plus de possibilité d'instauration de la dictature bonapartiste ou fasciste par les voies froides. D'une façon ou d'une autre, nous allons vers une période de grandes batailles économiques et politiques. Au III^e Congrès de l'I. C., Trotsky avait eu à lutter contre une aile dans le Komintern qui voulait, coûte que coûte, susciter des batailles, et il disait qu'il fallait passer par un regroupement des masses — c'était la formule « aller aux masses pour prendre le pouvoir ». Je crois qu'une aile ultra-gauchiste n'est pas le danger actuel, étant donnée la faiblesse de notre organisation. Mais, ainsi que nous le voyons en France, il y a un danger effectif; c'est celui de se mettre sur une ligne de stabilisation de la bourgeoisie et de se lancer dans une politique qui est à la remorque des grands partis ouvriers. Alors que toute notre force consistait, dans la période passée, à mettre en avant des mots d'ordre vers lesquels se tournait la classe ouvrière. Notre grande victoire, avant les élections de juin 1946, avait été l'abandon par les grands partis, surtout par les staliens, de leur politique du blocage des salaires.

Toute l'analyse donnée par la nouvelle direction aboutit à une politique qui nous met à la remorque des grands partis, une politique dans laquelle on n'a aucune perspective de création d'une nouvelle direction révolutionnaire. L'exemple des *comités de grève* est une chose qui marque toute la situation présente. Je crois que, dans cette question de la lutte vis-à-vis du stalinisme, il y aura à faire à nouveau le point du stalinisme. Notre faiblesse numérique est énorme. La disproportion numérique entre les staliens et nous a grandi par rapport aux années d'avant guerre. Mais politiquement, le rapport de forces entre le stalinisme et nous n'est pas comparable à ce qu'il était avant la guerre. Il s'est beaucoup amélioré en notre faveur. Je crois que le meilleur exemple, à l'échelle internationale, c'est précisément dans le pays où la classe ouvrière est devenue la plus forte, que nous avons vu le parti stalinien obligé à cette mesure de proposer la discussion commune avec nous. Je crois que cela n'aura pas de suite immédiate, mais cela montre bien que le rapport de force politique ne correspond pas du tout au rapport de force numérique. C'est encore une preuve de ce qu'au contraire de la thèse de Geoffroy, la situation présente n'est pas